

1. L'École autrichienne à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle

JÖRG GUIDO HÜLSMANN

Un libéralisme autrichien, qui serait à distinguer du libéralisme allemand ? C'est une question à laquelle on ne peut répondre dans l'abstrait. Nous allons constater, dans la présente étude, qu'une pensée libérale particulière a réellement émergé en Autriche et que cette pensée, tant par son esprit que par ses racines, est en effet typiquement autrichienne.

Mais la question se comprend. De nos jours, il n'est pas inhabituel de considérer l'Autriche comme une sorte d'appendice de son voisin allemand. Il y a à cela à la fois une raison psychologique et une raison de fond. Une raison psychologique : depuis 1918, l'Autriche est géographiquement petite. Une raison de fond : ce pays souffre depuis longtemps de la présence d'un régime politique plutôt étouffant, il connaît une « sclérose politique » ; par conséquent, les Autrichiens ne jouent plus un rôle économique et politique de premier plan.

Avant 1918, les choses étaient bien différentes. L'Empire austro-hongrois était le deuxième espace politique européen et l'héritier d'un empire mondial. La ville de Vienne était, après Paris, le grand centre culturel sur le continent européen. Il est vrai que l'empire était en déclin – mais en déclin relatif plutôt qu'absolu. Pendant le XIX^e siècle, la maison de Habsbourg perdait du poids par rapport à ses grands rivaux, mais ses États participaient quand même aux exploits de l'industrialisation. Certes, la liberté d'action à l'intérieur du pays ne pouvait égaler celle qui prévalait en Hollande, en Grande-Bretagne et en France ; elle était cependant suffisante pour faciliter une dynamique économique

considérable qui, à son tour, entraînait des arts et des sciences florissants. Le demi-siècle avant la Grande Guerre fut, à bien des égards, un âge d'or, bien que les habitants de l'empire, et les Vinois en particulier, eussent tendance à se laisser absorber par les nouveaux problèmes qui se manifestaient – les conflits entre les nations, la destruction des anciens modes de production – plutôt que de célébrer les maints progrès économiques et culturels qui, eux, n'étaient pas moins visibles que lesdits problèmes.

Dans les siècles avant 1918, en un mot, l'Autriche était loin d'être un appendice de l'Allemagne. La maison de Habsbourg était le pouvoir germanophone dominant ; et elle protégeait des traditions intellectuelles qui, certes, ne se développaient pas indépendamment des traditions qui prévalaient ailleurs, mais avaient tout de même un caractère particulier. C'est cette particularité qui oblige l'historien de la pensée politique à distinguer soigneusement les filières autrichiennes de celles que l'on trouve en Allemagne.

L'École autrichienne d'économie politique fut une des plus belles fleurs de l'âge d'or de la civilisation autrichienne¹. Elle produisit deux penseurs libéraux qui, nourris d'un type d'analyse économique particulière – l'analyse « autrichienne » – ont mis leur empreinte sur le libéralisme du XX^e siècle : Ludwig von Mises et Friedrich von Hayek. Et cette même tradition continue d'inspirer des penseurs libéraux contemporains tels que Murray Rothbard, Hans-Hermann Hoppe, Pascal Salin et Jesús Huerta de Soto.

Soulignons que cette école est d'abord et surtout une école de pensée économique. Elle a inspiré une pensée libérale et nourri de grands penseurs libéraux ; mais certains de ses membres, tels Friedrich von Wieser et Hans Mayer, ont eu une orientation politique nettement interventionniste. Dans la présente étude, nous nous concentrerons sur les idées *libérales* de l'école autrichienne

1. Selon Ludwig von Mises elle fut la première ; voir Mises, *The Historical Setting of the Austrian School of Economics*, Auburn (Alabama), Mises Institute, 1984, p. 14. En tout cas, on ne peut définir un libéralisme spécifiquement autrichien sans parler de cette école. Voir Albert Fuchs, *Geistige Strömungen in Österreich, 1867-1918*, Vienne, Globus, 1949, p. 24-35 ; Peter Pulzer, « Österreichischer Liberalismus oder Liberalismus aus Österreich ? », dans E. Brix et W. Mantl (dir.), *Liberalismus : Interpretationen und Perspektiven*, Vienne, Böhlau, 1996, p. 49-52 ; Günther Chaloupek, « Liberalismus – real oder radikal ? », *ibid.*, p. 180-186.

avant Hayek. Nous esquisserons d'abord les racines de ces idées ; ensuite nous examinerons de plus près la pensée libérale des trois auteurs qui, pas tout à fait par coïncidence, ont été les économistes les plus éminents de leur génération : Carl Menger, Eugen von Böhm-Bawerk et Ludwig von Mises.

I - Les racines du libéralisme de l'école autrichienne

Aucun mouvement intellectuel ne naît dans le vide. Il est donc à propos de dire quelques mots sur la préhistoire de l'École autrichienne. Les racines philosophiques de l'école se trouvent dans le thomisme, à la fois sur le plan épistémologique et sur le plan politique (l'École de Salamanque), ainsi que dans certaines traditions de l'Empire.

1. La Scolastique, tradition vivante

Pendant des siècles, l'identité politique de la maison de Habsbourg fut d'être le bouclier du catholicisme. Tandis qu'en Allemagne et ailleurs le protestantisme se répandait aux dépens de l'Église – dont les terres furent expropriées –, ces tentatives furent repoussées en Autriche.

La religion catholique intégra un empire multinational. Son affaiblissement au cours du XIX^e siècle, face aux mouvements nationalistes, annonça l'effondrement de l'Empire. Pourquoi cet affaiblissement ? Le bouclier se tourna parfois contre son protégé. Marie Thérèse ordonne, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, l'expulsion des Jésuites ; et son fils Joseph se mêle de la formation du clergé. Autre cause : le partage de la Pologne, qui ouvrit les portes de l'Empire aux juifs de Galicie.

Entrepreneurs juifs, journalistes juifs, intellectuels juifs – l'énergie fulminante de ces gens, opprimés depuis des siècles, se joignit aux forces oppositionnelles, aux forces du changement politique et culturel. C'est grâce à eux que le libéralisme organisé triompha

brièvement dans les années 1860 et 1870. Et notons que les financiers, souvent juifs, de France et d'Angleterre eurent eux aussi un impact décisif sur l'avènement de cette courte ère libérale. On a de bonnes raisons de dire que le libéralisme pratique arriva en Autriche de l'extérieur. Et ce n'est qu'après son arrivée qu'il fit fructifier la pensée libérale autochtone¹.

L'influence catholique diminua, mais elle n'en resta pas moins, jusqu'à l'implosion de l'Empire en 1918, la force culturelle suprême en Autriche. L'enseignement primaire et, jusqu'aux années 1850, l'enseignement secondaire se trouvèrent dans les mains du clergé. Même après, les veilles traditions ne furent pas jetées par-dessus bord. Soulignons, en particulier, que la vie intellectuelle fut imprégnée par la philosophie préférée du catholicisme : le réalisme thomiste².

Il est bien connu que la particularité de cette philosophie est qu'elle refuse d'accepter la dichotomie fondamentale entre théorie et savoir empirique, dichotomie qui domine l'épistémologie moderne. Thomas d'Aquin et ses disciples insistent sur le fait que la bonne théorie n'est pas simplement une construction intellectuelle, mais une description plus ou moins fidèle de certains traits de la réalité. La théorie descriptive ou réaliste n'était pas pour eux un luxe intellectuel qui ne s'obtenait que dans certaines disciplines concrètes comme la biologie ; ils essayèrent de montrer que le même réalisme pouvait être atteint dans des domaines les plus abstraits comme la métaphysique. En Autriche, les représentants les plus importants de cette tradition furent les philosophes Leibniz, Bolzano et Herbart.

Johann Friedrich Herbart (1776-1841) ne résida jamais en Autriche, où il fut cependant considéré comme un grand champion de la *philosophia perennis*. Plus en Autriche que dans son pays natal, il exerça une énorme influence, surtout à travers l'éducation nationale naissante. C'est grâce à lui et ses disciples qu'en Autriche la tradition médiévale thomiste fut mêlée aux nouveaux idéaux pédagogiques de Rousseau et Pestalozzi. Les réformes de

1. Voir Georg Franz, *Liberalismus. Die deutschliberale Bewegung in der habsburgischen Monarchie*, Munich, Callwey, 1955, p. 145-220, 439.

2. Sur le thomisme et son rôle dans la genèse des idées libérales, cf. *supra* p. 96-101. [N. des coord.]

l'éducation nationale des années 1850, sous Leo Thun et Franz Erxner, reconnurent et perpétuèrent cette influence¹.

Cela explique bon nombre de particularités de la recherche scientifique en Autriche. Tandis que le nominalisme d'un Bacon et le rationalisme d'un Descartes régnaient en maîtres dans des pays occidentaux comme la France ou l'Angleterre, en Autriche, le réalisme d'Aristote et de saint Thomas d'Aquin demeura vigoureux. Tous les scientifiques autrichiens de ce siècle – et parmi eux les membres de l'École autrichienne² – subirent son influence dans les lycées de l'Empire.

Cela ne veut pas dire que la vie intellectuelle se renfermait dans ses traditions. Les intellectuels autrichiens connaissaient les grands auteurs occidentaux tels que Locke et Hume, et ils les lisaient même très attentivement. Cette lecture était cependant colorée par l'héritage du pays. L'épistémologie scolastique se mélangea avec l'orientation économique dans l'œuvre de Carl Menger et de son école³.

2. Le libéralisme économique de la Scolastique : l'École de Salamanque

La scolastique procurait à l'École autrichienne bien plus que son épistémologie. Elle lui fournissait également un héritage économique et politique. Aux XVI^e et XVII^e siècles, un groupe de *juristes dominicains et jésuites* se lançait dans l'analyse morale des nouvel-

1. Voir William M. Johnston, *The Austrian Mind: An Intellectual and Social History 1848-1938*, Los Angeles, University of California Press, 1972, p. 281 sq.

2. Voir Barry Smith, « Austrian economics and Austrian philosophy », dans W. Grassl et B. Smith (dir.), *Austrian Economics: Historical and Philosophical Background*, Londres, Croom Helm, 1986, p. 1-36 ; Id., « Aristotle, Menger, Mises: An essay in the metaphysics of economics », dans B. J. Caldwell (dir.), *Carl Menger and his Legacy in Economics*, Durham (NC), Duke University Press, 1990, p. 263-288 ; Raimondo Cubbedu, *The Philosophy of the Austrian School*, Londres, Routledge, 1993, chap. 1, § 1.

3. Voir Emil Kauder, *History of Marginal Utility Analysis*, Princeton, Princeton University Press, 1965. William Johnston pense que cette interprétation manque de preuves ; voir *The Austrian Mind*, p. 86 sq. Cependant, pour Ludwig von Mises, après tout un des protagonistes majeurs de l'école, la thèse de Kauder a été suffisamment convaincante pour qu'il approuve ses recherches et soutienne leur publication. Voir la correspondance Mises-Kauder, dans *Grove City Archive*, fichiers Kauder.

les pratiques commerciales et financières qui s'étaient répandues dans l'économie espagnole, la plus riche de son époque en Europe. L'intérêt de ces travaux était évidemment d'assurer que le royaume de Dieu s'établissait dans le monde des affaires; les manuels de ces penseurs devraient aider les pasteurs à se mettre à la hauteur de leur troupeau. Mais, pour ce faire, il fallait d'abord bien scruter le fonctionnement du commerce et des banques; il fallait comprendre exactement leur impact sur le bien-être matériel et spirituel des protagonistes, ainsi que sur celui de la population au sens large.

Voilà le grand projet de ces dominicains et jésuites espagnols qui, aujourd'hui, sont connus sous le nom d'« école de Salamanque »¹. Leurs recherches sur le terrain et leurs analyses théoriques les conduisirent à comprendre les effets bénéfiques de la liberté économique, basée sur la propriété privée. Ils développèrent des théories de la valeur, de la monnaie et des banques. Ces doctrines devraient avoir un impact sur les idées économiques de l'École autrichienne². Elles parvinrent à Vienne à travers les économistes italiens (Davanzati, Galiani), français (Condillac) et allemands (Hufeland). Ce fut probablement par ces écrits que le fondateur de l'école autrichienne, Carl Menger, prit connaissance des juristes espagnols qui étaient ses prédécesseurs³.

Notons encore un parallélisme important: tout comme les savants de l'École de Salamanque, ceux de l'école autrichienne avaient une formation principale en *droit*. L'analyse des phénomènes économiques se faisait, dans les deux cas, par l'application des méthodes de pensée juridiques.

1. Sur l'École de Salamanque, cf. *supra*, p. 113-126. [N. des coord.]

2. Voir Marjorie Grice-Hutchinson, *The School of Salamanca*, Oxford, Clarendon, 1952; Id., *Economics Thought in Spain*, Aldershot, Edward Elgar, 1993; Raymond de Roover, *Business, Banking, and Economic Thought in Late Medieval and Early Modern Europe. Selected Studies of Raymond de Roover*, Chicago, University of Chicago Press, 1974; Murray Rothbard, « New light on the prehistory of the austrian school », dans E. Dolan (dir.), *The Foundations of Modern Austrian Economics*, Kansas City, Sheed & Ward, 1976, p. 52-74; Alejandro Chafuen, *Christians for Freedom: Late Scholastic Economics*, San Francisco, Ignatius Press, 1986; Jesus Huerta de Soto, « New light on the prehistory of the theory of banking and the school of Salamanca », *Review of Austrian Economics*, vol. 9, n° 2, 1996, p. 59-81.

3. Menger cite Diego Covarrubias (voir *Grundsätze*, p. 257).

3. Un libéralisme utilitariste et économique

En Autriche, comme ailleurs, le mouvement étatiste qui avait détruit l'ordre médiéval aux XVI^e et XVII^e siècles s'appuya sur une idéologie du droit naturel « sans Dieu » et, plus tard, de plus en plus, sur des raisonnements utilitaristes à la manière des théories du contrat social et de l'économie politique. Signe marquant de ce changement de perspective, dans les années 1660, la ville de Vienne réadmit des familles juives pour des raisons fiscales. Ce fut le commencement de l'ère des « juifs de Cour », ère qui coïncida avec l'âge des Lumières¹.

Le représentant le plus illustre de cette tradition utilitariste au XVIII^e siècle est Joseph von Sonnenfels². Né d'une famille juive, Sonnenfels se fait baptiser pour s'intégrer dans la vie de la cour. Il devient un conseiller influent à la cour de Marie-Thérèse et obtient la première chaire d'économie politique en Autriche, à l'Université de Vienne. Célèbre pour sa défense de la tolérance religieuse, pour sa pensée juridique claire et concise, il préparera l'établissement du Nouveau Code civil de 1811, qu'il concevra à l'image de du Code Napoléon.

La chaire d'économie politique de Sonnenfels a joué un rôle important dans la détermination des politiques économiques du pays. Il semble qu'il ait exercé cette influence, notamment, par le moyen d'articles dans la presse. Sonnenfels a en effet la réputation d'avoir été le premier journaliste d'Autriche. Voilà aussi une tradition qui a marqué l'école autrichienne. Carl Menger et Ludwig von Mises ont écrit un grand nombre de commentaires économiques pour la presse – souvent *incognito*!

II – Carl Menger

Né en 1840 d'une famille de basse noblesse en Galicie occidentale, le fondateur de l'école autrichienne fait ses études de

1. Voir Hans Tietze, *Die Juden Wiens*, Vienne, Tal, 1933, p. 81-110.

2. Voir Robert A. Kann, *A Study in Austrian Intellectual History*, New York, Praeger, 1960, p. 153-257.

droit à Vienne et à Cracovie¹. Après l'obtention du doctorat, Carl Menger travaille dans un journal semi-officiel à Vienne tout en poursuivant ses recherches en économie. En 1870, il publie *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* (« Principes d'économie politique ») et, l'année suivante, il obtient une des deux chaires très cotées d'économie politique à l'Université de Vienne.

Cinq ans plus tard, Menger, alors âgé de 36 ans, devient le professeur privé du dauphin Rudolf. La complicité du prestigieux élève renforce les pouvoirs académiques du professeur. Il commence à bâtir son école, plaçant ses élèves dans les chaires d'économie politique, peu nombreuses à l'époque, à travers tout l'Empire². En 1883, Menger publie un deuxième livre, *Enquêtes sur la méthode des sciences sociales et de l'économie politique en particulier*³. C'était une apologie de sa méthode de recherche et, en même temps, une critique acerbe des méthodologies historicistes, alors de rigueur parmi les économistes allemands. Le livre déclencha une polémique entre Menger et Gustav Schmoller, tête de file de la jeune école historique allemande. La « querelle sur les méthodes » (*Methodenstreit*) durera plusieurs décennies et mettra aux prises les disciples des protagonistes, sans pour autant conduire à un consensus. Selon certains, le débat dure encore⁴.

1. Voir les informations biographiques dans Friedrich von Wieser, « Karl Menger », dans *Neue österreichische Biographie: 1815-1918*, vol. I, Vienne, Amalthea, 1923, p. 84-92 ; réimpr. dans Wieser, *Gesammelte Abhandlungen*, Tübingen, Mohr, 1929 ; F. A. Hayek, « Einleitung », dans Carl Menger, *Gesammelte Werke*, vol. I, Tübingen, Mohr, 1968, p. VII-XXXVI. Voir également Yukihiko Ikeda, *Die Entstehungsgeschichte der « Grundsätze » Carl Mengers*, St Katharinen, Scripta Mercaturae Verlag, 1997.

2. Cependant, à Vienne, les collègues juristes de Menger s'opposèrent à une plus grande expansion de l'école autrichienne et empêchèrent par deux fois la nomination de Böhm-Bawerk ; voir Shigeki Tomo, *Eugen von Böhm-Bawerk*, Marburg, Metropolis, 1994. Les motivations des adversaires de Menger ? « Ils devaient choisir entre deux écoles de pensée opposées, d'une part l'« école autrichienne », d'autre part l'école historique réputée « moderne » qu'on enseignait dans les universités de l'Empire allemand. [...] Pour des gens qui ne connaissaient pas grand chose à l'économie, l'épithète « autrichien » appliqué à une doctrine dégageait un fort relent de Contre-Réforme et évoquait de fâcheux souvenirs de l'époque de Metternich » (Ludwig von Mises, *The Historical Setting of the Austrian School of Economics*, p. 14).

3. Menger, *Untersuchungen über die Methode der Sozialwissenschaften und der Politischen Ökonomie insbesondere*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1883.

4. Voir Jesús Huerta de Soto, « The ongoing methodenstreit of the Austrian school », *Journal des économistes et des études humaines*, vol. VIII, n° 1, 1998.

1. La méthode exacte et la théorie descriptive

Au cœur du paradigme mengérien est la continuité du thomisme appliqué aux problèmes économiques. Dans sa correspondance avec Léon Walras, Menger souligne l'importance de la « méthode exacte » en théorie économique. Cette méthode seule peut permettre d'élaborer une théorie réaliste. Voici un extrait de cette correspondance :

« Il me paraît plutôt non seulement juste, mais aussi plus opportun de nommer la méthode dont nous usons *analytique-compositive, analytique-synthétique* ou mieux encore « exacte ». [...] »

« La valeur ou la non-valeur de nos recherches trouvera toujours son *criterium* dans ceci : si et en quelle mesure nous avons réussi à fixer les vrais (ceux qui correspondent à la vie réelle) facteurs constitutifs des phénomènes économiques et les lois d'après lesquelles les phénomènes compliqués de l'économie politique se déduisent d'éléments simples.

« Un chercheur qui arrivera par la voie de l'analyse à de tels éléments qui ne correspondent pas à la réalité ou qui, sans véritable analyse, prendra son point de départ dans des axiomes arbitraires, ce qui n'est que trop souvent le cas dans la méthode soi-disant *rationnelle*, tombera nécessairement dans l'erreur, même s'il maîtrise parfaitement les mathématiques. »¹

Le grand apport de Menger, à ses propres yeux, est d'avoir affiné les outils théoriques. Pour lui, les éléments de l'analyse économique traditionnelle, tels que les prix, les quantités, les besoins, les coûts de production, ne sont pas les véritables termes de l'analyse. On peut aller plus loin. Menger déplace le point de départ de l'analyse des phénomènes économiques à un niveau plus fondamental. Dans sa correspondance avec Walras, il dit :

« Il est [...] nécessaire que nous remontions aux éléments les plus simples des phénomènes en majeure partie très compliqués dont il est question ici – donc que nous fixions par une voie *analytique* les derniers facteurs qui sont constitutifs des phénomènes, des prix ; et qu'ensuite, nous appliquions à ces éléments la mesure correspondant à leur nature

1. Lettre de Carl Menger à Léon Walras, de février 1884, traduite et publiée dans Étienne Antonelli, « Léon Walras et Carl Menger à travers leur correspondance », *Économie appliquée*, vol. VI, n° 2-3, 1953, p. 269-287. Le passage cité se trouve p. 282.

et, que nous cherchions, en nous tenant à cette mesure, à établir les *loi*s d'après lesquelles les phénomènes compliqués du commerce humain se déduisent de ces phénomènes simples.»¹

En décomposant l'action individuelle pour en identifier les facteurs déterminants, Menger découvre que c'est cette même décomposition qui fournit la clef fondamentale de la science. Les économistes, avant lui, avaient cultivé l'habitude scientifique de grouper les phénomènes dans certaines classes et de raisonner ensuite avec ces classes. Ils parlaient « des » besoins, « des » quantités et « des » valeurs. Mais Menger découvre que ces classes n'ont pratiquement aucune importance dans la réalité. Ce qui compte véritablement, ce sont les *parties* qui composent les dites classes. Un homme nageant dans un lac ne va pas évaluer un verre d'eau autant qu'un autre homme qui meurt de soif dans un désert. Donc, pour comprendre la valeur de l'eau, les prix de l'eau et les quantités d'eau vendues et achetées sur le marché, il faut faire attention aux besoins *partiels* d'eau, aux quantités *partielles* disponibles dans tel ou tel contexte, etc.

Analyser les unités partielles (ou, comme le dira un de ses disciples, les unités *marginales*) dans leur contexte – voilà une clef essentielle de la nouvelle approche². Mais Menger souligne également l'importance de deux autres catégories « micro-économiques », à savoir le temps et l'erreur.

1. *Ibid.*, p. 280.

2. Menger n'a pas été l'auteur du raisonnement en termes d'unités partielles ; plusieurs auteurs allemands, qu'il cite d'ailleurs dans les *Grundsätze*, en avaient fait usage dans leurs manuels. Mais Menger en reconnut le statut central et fondamental. Chez ses contemporains, ce type de raisonnement avait été un expédient pour certaines analyses très spécifiques. Chez Menger, ce fut le point d'ancrage de tout un système. La continuité de la pensée économique allemande dans l'œuvre de Menger est brillamment présentée par Erich Streissler, « The influence of German economics on the work of Carl Menger and Marshall », dans B. J. Caldwell (dir.), *Carl Menger and his Legacy in Economics*, p. 31-68 ; Id., « Carl Menger, der deutsche Nationalökonom », dans B. P. Priddat (dir.), *Wert, Meinung, Bedeutung*, Marburg, Metropolis, 1997, p. 33-88.

2. Le monde économique ordonné par les besoins individuels

Dans les *Grundsätze*, Menger présente une nouvelle théorie « subjectiviste » des prix. Comme les théoriciens subjectivistes qui l'avaient précédé – l'École de Salamanca et la tradition qu'elle avait inspirée parmi les économistes italiens, français et allemands des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles – Menger voit la source ultime des prix dans les besoins individuels. À l'opposé de ses prédécesseurs, il raisonne cependant en termes d'unités partielles ou marginales. Aussi peut-il résoudre le fameux paradoxe de la valeur subjectiviste : pourquoi un diamant a-t-il plus de valeur qu'une baguette de pain ? C'est qu'il ne faut pas considérer les classes. Menger admet que la nourriture, et donc le pain, en tant que tels, sont bien plus importants que les objets décoratifs tels que les diamants. Mais l'homme n'est pas obligé, d'habitude, de choisir entre tous les pains, d'un côté, et tous les diamants, de l'autre. Il doit se décider à *la marge*, et cette décision se fait dans un contexte défini par les quantités disponibles. Or les quantités de diamants sont beaucoup plus restreintes que les quantités de pains. C'est pourquoi les diamants commandent un prix supérieur au prix du pain.

Notons en passant que le subjectivisme de Menger n'a aucune connotation de choix arbitraire. La valeur subjective est simplement la valeur telle qu'elle est manifeste dans l'action d'un individu. Ce subjectivisme est donc un simple *individualisme méthodologique*¹. Il n'y a chez Menger rien du subjectivisme radical qui se montre dans les travaux de certains de ses successeurs comme Ludwig von Mises. Selon Menger, la science économique décrit les liens objectifs qui existent entre les besoins individuels d'un côté, les prix de marché de l'autre. Le choix humain n'y intervient nullement².

1. L'expression « individualisme méthodologique » a été formulée par Schumpeter dans *Wesen und Hauptinhalt der theoretischen Nationalökonomie*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1908, partie I, chap. VI, p. 88-98.

2. Il considère que toute référence au libre arbitre dans le raisonnement économique « reviendrait à dénier entièrement à l'économie son statut de science exacte », Menger, *Grundsätze*, p. VIII ; *Principles of Economics*, New York, New York University

Œuvre scientifique, la théorie des prix de Menger a tout de même certaines implications politiques qui n'ont pas échappé à ses disciples, ni d'ailleurs à des rivaux comme Schmoller¹. À la lumière de cette théorie, en effet, l'économie de marché paraît comme un grand organisme rationnel et autorégulateur, voué à la satisfaction des besoins individuels. Non seulement les prix, mais même les institutions économiques comme la monnaie sont ordonnés par les besoins partiels des êtres humains.

On trouve ici le complément de la célèbre thèse de Condillac au XVIII^e siècle selon laquelle le besoin est le grand régulateur des institutions humaines². Condillac avait démontré cette thèse à la fois sur le plan épistémologique – en montrant que les perceptions se font en fonction du besoin – et sur le plan économique. Mais il lui manquait un élément-clé pour achever la démonstration économique : le marginalisme. Dans un certain sens, Menger parachevait donc le projet de Condillac, auteur qu'il cite souvent, et toujours favorablement, dans les *Grundsätze*³.

Press, 1976, p. 48. Puis il ajoute : « La question de savoir si et à quelles conditions une chose m'est utile, celles de savoir si et à quelles conditions cette chose est un bien, si et à quelles conditions elle est un bien économique, si et à quelle condition elle a pour moi de la valeur et quelle quantité de valeur elle a, si et à quelles conditions un échange économique de biens va avoir lieu entre deux agents économiques, et dans quelles limites un prix peut être établi au cas où ledit échange a lieu – ces questions et bien d'autres sont entièrement indépendantes de ma volonté, tout autant que les lois de la chimie peuvent être indépendantes de la volonté du chimiste praticien. » Menger renforça cet argumentaire dans la deuxième édition (posthume) des *Grundsätze* (1923) en distinguant entre besoins réels et besoins imaginaires.

1. L'âpreté de la querelle sur la méthodologie entre Menger et Schmoller s'explique essentiellement par le contexte politique. Selon Schmoller, son collègue viennois avait fourni une apologie de la méthode « atomistique » sous-jacente aux arguments de Cobden, Bright et autres libéraux de l'école de Manchester. À l'époque, cela n'était pas une caractérisation neutre. Grâce aux efforts de diffamation venant de Ferdinand Lassalle et d'autres socialistes, l'épithète « manchesterien » avait une connotation très négative.

2. Voir en particulier Étienne de Condillac, *Essai sur l'origine des connaissances humaines* (1746), *Traité des sensations* (1754), *Le commerce et le gouvernement* (1776). Ces travaux sont recueillis dans les *Œuvres complètes*, Paris, Tourneux, Lecoq et Durey, 1822, vol. 1, 3 et 4.

3. Il le cite six fois, plus que tous les autres auteurs étrangers à l'exception d'Adam Smith. Mais, tandis que Smith est d'habitude cité pour être critiqué, Condillac est toujours mentionné favorablement.

3. Les leçons au dauphin Rudolf

Le message libéral reste implicite dans la théorie des prix ; de même dans les écrits ultérieurs. Dans ses travaux publiés, Menger n'a jamais adopté un point de vue partisan, et ses opinions politiques sont donc restées longtemps obscures. Ludwig von Mises le caractérise comme libéral sans pour autant fournir une preuve documentée. Une telle preuve a été présentée récemment par Brigitte Hamann, la biographe de Rudolf, qui a découvert les « cahiers » qu'il avait composés en résumant les cours reçus de Menger¹. Les cahiers du *Kronprinz* démontrent incontestablement que Menger a même professé un libéralisme plus radical que celui d'Adam Smith. Voici le résumé, par le P^r Streissler, des thèses politiques exprimées dans les cahiers de Rudolf :

« Il se pourrait que que les *Leçons à Rudolf*, de Menger, soient une des formulations les plus extrêmes des principes du laissez-faire qu'on ait jamais écrites noir sur blanc dans la littérature économique. Il n'est légitime d'intervenir dans l'économie que dans des circonstances « anormales ». Ce n'est que lorsqu'un « désastre » menace, ce n'est que quand l'intervention de l'État devient indispensable, qu'il peut s'y résoudre. Dans tous les autres cas l'« interférence du gouvernement » est néfaste. »²

La mort tragique de Rudolf en 1889 à Mayerling détruisit tout espoir que ce libéralisme radical puisse influencer le devenir de l'Autriche. À la fin de sa vie, selon le témoignage de Mises, Carl Menger fut un homme pessimiste, voire dépressif³.

1. Voir Brigitte Hamann, *Rudolf: Kronprinz und Rebell*, Munich, Piper, 1978.

2. Erich Streissler, « Menger's treatment of economics in the Rudolf lectures », dans E. W. Streissler and M. Streissler (dir.), *Carl Menger's Lectures to Crown Prince Rudolf of Austria*, Aldershot, Edward Elgar, 1994, p. 17. À propos du libéralisme de Menger, voir également Israel Kirzner, « Menger, classical liberalism, and the Austrian school of economics », dans B. J. Caldwell (dir.), *Carl Menger and his Legacy in Economics*, p. 93-106 ; Kiichiro Yagi, « Carl Menger as editor : Significance of journalistic experience for his economics and for his later life », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 30, n° 92, 1992 ; Id., « Carl Menger and historical aspects of liberalism in Austria », essai présenté lors d'un symposium sur *Carl Menger and the Historical Aspects of Liberalism* (Center for Historical Social Science Literature, Université Hitotsubashi, 18-19 décembre 2004).

3. Voir Mises, *Erinnerungen*, Stuttgart, Gustav Fischer, 1978, p. 20.

4. L'autonomie de la société civile

Douze ans après la publication des *Grundsätze*, Menger publia les *Untersuchungen* (1883). C'est dans cet ouvrage qu'il entreprend une défense de la méthode exacte et justifie la recherche d'une théorie descriptive de la réalité. L'œuvre parut en 1883 chez un éditeur allemand prestigieux. Elle suscita la « querelle des méthodes » avec Gustav Schmoller.

Au-delà des arguments méthodologiques, qui ne nous intéressent pas ici, Menger y fournit l'esquisse d'une théorie des institutions humaines par laquelle il généralise le portrait de l'économie de marché qu'il avait donné dans les *Grundsätze*. Il constate que les institutions telles que la monnaie, le droit, le langage, etc., ne sont pas des créations de l'État. Ce dernier les protège ou les cultive peut-être, mais elles existent avant lui et elles pourraient se maintenir sans lui¹. Bien plus, selon Menger, il est peu probable qu'elles puissent être l'objet d'une création délibérée. Reprenant une idée clé des philosophes écossais du XVIII^e siècle, il tient que la monnaie, le droit et le langage ont résulté d'actions humaines mais non d'intentions humaines. Bien souvent, on les a conçus, initialement, à des fins très différentes de leurs fins actuelles. Il faut donc reconnaître que les institutions civiles peuvent émerger spontanément. Leur création délibérée, par l'État ou par quiconque, n'est pas toujours nécessaire ; bien souvent, une telle création délibérée n'est pas possible du tout.

Donc, dans les *Untersuchungen*, Menger renforce le portrait qu'il avait donné auparavant du caractère des sociétés civiles et de leur capacité à générer des institutions. Le point fort de ce portrait est la faible présence de l'État. La société peut fonctionner *grosso modo*

1. Notons que ce simple constat a été perçu comme une incongruité par les économistes allemands, très majoritaires parmi les économistes. Le recrutement des économistes universitaires en Allemagne se faisait par une sélection centrale, assurée par le nouvel Empire allemand issu de la guerre contre la France en 1870-1871. Les acteurs principaux dans cette sélection étaient... Gustav Schmoller et son ami Friedrich Althoff, haut fonctionnaire dans l'éducation nationale. Voir Ralph Raico, *Die Partei der Freiheit*, Stuttgart, Lucius & Lucius, 1999.

sans État ; et elle a facilité l'émergence spontanée d'un bon nombre d'institutions importantes.

Il est patent que cette vision des choses ne s'accorde pas bien avec un étatsisme qui valorise l'idée d'État omnipotent. Aux yeux des étatistes radicaux, toutes les institutions sociales seraient des créations de l'État et/ou ne sauraient se maintenir sans le concours de celui-ci. D'où le conflit entre Menger et Schmoller. Cent vingt ans après le début de la « querelle des méthodes », on peut constater que le conflit n'a pas cessé. Les grands débats contemporains en économie politique tournent toujours autour de la question centrale de savoir si une société peut fonctionner sans que l'État – la contrainte organisée et légitimée – apporte une contribution essentielle à ce fonctionnement. Dans ces débats, les économistes autrichiens maintiennent en substance la position qui a été défendue par l'École de Salamanque contre les théoriciens du pouvoir royal absolu ; et que des hommes comme Condillac, Burke et Menger ont défendue à travers les siècles contre les champions de l'État omnipotent.

III – Eugen von Böhm-Bawerk

Le chevalier Eugen Böhm von Bawerk fut le disciple le plus important de Carl Menger¹. Né en 1851 en Moravie, il fit ses études de droit à Vienne, ainsi que des études postdoctorales auprès des plus illustres économistes allemands de l'époque. Pour son séjour en Allemagne, Böhm-Bawerk obtint une bourse d'État, avec le soutien de Menger. Puis son maître lui fit obtenir, en 1881, une chaire d'économie politique à l'Université d'Innsbruck où il

1. Voir les informations biographiques dans J. A. Schumpeter, « Eugen von Böhm-Bawerk », dans *Neue Österreichische Biographie*, vol. II, Vienne, Amalthea, 1925 ; H. Schullern-Schrattenhofen, « Eugen Ritter von Böhm-Bawerk » dans Adolf Günther (dir.), *Die Universität Innsbruck*, Innsbruck, Tyrolia, 1928, p. 17-21 ; Klaus H. Hennings, *The Austrian Theory of Value and Capital*, Cheltenham, Elgar, 1997 ; Shigeki Tomo, *Eugen von Böhm-Bawerk*, Marburg, Metropolis, 1994 ; du même, « Eugen von Böhm-Bawerk's Lectures on Economics », dans E. v. Böhm-Bawerk, *Innsbrucker Vorlesungen über Nationalökonomie*, Marburg, Metropolis, 1998.

enseigne pendant les années 1880 et publia son *magnum opus* sur le capital et l'intérêt.

Cependant, il devint célèbre non seulement à cause de ses travaux intellectuels, mais aussi en raison de l'impact direct qu'il prit sur les affaires d'État. Homme d'action non moins qu'homme de lettres, il présida quatre fois au ministère autrichien des Finances. Il créa un régime d'impôts directs et introduisit une taxation progressive. Mesures peu libérales, dira-t-on ; il faut admettre que Böhm-Bawerk fut un homme loyal à son État, pourtant sans en être un partisan aveugle. Sa vraie passion fut la science. L'esprit d'impartialité qui le distingua et le prédestina à écrire ses grandes œuvres intellectuelles se traduisit, dans la pratique, par la diligence et la rectitude. Jamais il ne fit de compromis sur le registre intellectuel.

Son orientation pratique se reflète également dans ses recherches. Au contraire de Menger, il ne se contente pas d'esquisser le fonctionnement abstrait d'une économie de marché. Il se porte sur le terrain de la politique économique en analysant le bien-fondé des doctrines économiques avancées dans le débat. Doté d'un grand talent polémique, Böhm-Bawerk a combattu les mythes économiques les plus répandus de son époque. Notons en passant que ses argumentations n'ont rien perdu de leur pertinence et de leur vigueur. Dans ce qui suit, nous résumerons ses arguments les plus célèbres contre les critiques de l'économie de marché.

1. Intérêt sans exploitation

Böhm-Bawerk est surtout connu comme le grand spécialiste de la théorie de l'intérêt. De son vivant, ses travaux dans ce domaine ont fait de lui l'économiste autrichien le plus célèbre à l'étranger. Cela concerne en particulier les trois tomes de son *Kapital und Kapitalzins* dont le premier traite de l'histoire des doctrines relatives à l'intérêt.

Böhm-Bawerk distingue entre cinq grandes classes de doctrines¹. Une seule met le phénomène en question dans une

1. Un résumé se trouve dans Böhm-Bawerk, « Zins », *Gesammelte Schriften*, vol. 2, Vienne, Hölder-Pichler-Tempsky, 1926, p. 21-51.

lumière négative, le présentant comme une force nuisible dans l'organisme social. Il s'agit de la théorie socialiste selon laquelle l'intérêt est un phénomène d'exploitation. En critiquant et réfutant cette théorie, Böhm-Bawerk n'hésite pas à intervenir dans un débat politique de premier plan.

Il s'attaque en particulier à la théorie marxiste¹. Selon Karl Marx, le travail humain est la seule source de la valeur et tous les produits s'échangent strictement en fonction des quantités de travail qui sont « socialement nécessaires » pour leur production. Les capitalistes gagnent des intérêts (que Marx, en suivant la coutume des économistes classiques, appelle « profits ») parce qu'ils contrôlent les moyens de production et que ce contrôle leur permet de forcer les ouvriers à fournir quelques heures de travail sans compensation. La valeur produite pendant ces heures est la plus-value (*Mehrwert*) et elle se reflète dans un « taux de plus-value » — relation quantitative entre la plus-value et le « capital variable » investi dans les salaires des ouvriers. Voilà la source du taux de profit (taux de d'intérêt) observable sur le marché.

La critique de Böhm-Bawerk ne concerne pas l'idée, très contestable, que les capitalistes puissent forcer des hommes à travailler gratuitement. Il accepte cette idée comme hypothèse et se concentre entièrement sur la question de la correspondance de la doctrine marxiste avec les faits empiriques. Böhm-Bawerk constate que, dans la vie réelle, les taux d'intérêt se calculent non pas sur la base du seul capital investi dans les salaires (le « capital variable » de Marx), mais sur la base du capital total. De plus, il y a dans la réalité une tendance vers l'égalisation des taux d'intérêt à travers l'économie entière. Ces faits empiriques incontestables — et que Marx lui-même ne conteste pas — s'accordent-ils avec la thèse marxiste que les taux d'intérêt dérivent des taux de plus-value ? Un tel accord existerait si la composition du capital était identique dans chaque société. Mais Böhm-Bawerk souligne que cela n'est nullement le cas. Les poids relatifs du capital variable et du capital constant diffèrent d'une branche d'industrie à une autre, et parfois ces poids diffèrent également d'une entreprise à une autre dans une même industrie. De ce fait, à la

1. Voir Eugen von Böhm-Bawerk, *Geschichte und Kritik der Kapitalzins-Theorien*, 4^e éd., Iéna, Gustav Fischer, 1921, chap. XII, sect. B, n° 2.

lumière de la théorie marxiste de la valeur, il devrait y avoir des taux d'intérêt différents dans chaque branche de l'industrie. Mais en réalité on observe un seul et même taux d'intérêt. Il y a donc une contradiction importante entre la doctrine marxiste et les faits observables.

2. Critique du marxisme

Douze ans après la première publication de cette critique, Böhm-Bawerk la complète par une critique exhaustive de la doctrine marxiste de la valeur et de l'intérêt. L'occasion en est offerte par la publication du troisième tome du *Capital*, dans lequel Marx achève sa théorie de l'intérêt. Marx avait bien reconnu que les explications données dans le premier tome, le seul paru de son vivant, se trouvaient en contradiction avec les faits observables. Le deuxième tome n'avait pas apporté non plus de solution à ce problème. Il fallut attendre l'année 1894, date de publication du troisième tome.

Ici, Marx dit que le taux d'intérêt unique qui est observable sur le marché est un « taux moyen de profit » ; celui-ci *dérive* des taux de plus-value, mais il en dérive de manière *indirecte*, à savoir par la concurrence des entrepreneurs qui font l'arbitrage entre ces différents taux. Marx prétend que la somme totale des plus-values obtenues dans les entreprises de la société entière est égale à la somme totale des profits. Il admet que cette égalité s'obtient *seulement du point de vue de ces agrégats* ; dans la réalité concrète, c'est-à-dire dans chacune des entreprises individuelles, il y a divergence entre plus-value et profit moyen. Et à la grande consternation de ses disciples, Marx considère maintenant que c'est bien le taux de profit moyen, et non pas le taux de plus-value, qui détermine tous les prix concrets.

En 1896, Böhm-Bawerk publie sa critique de cette conception marxiste. Œuvre célèbre, elle a souvent été traduite et réimprimée jusqu'à nos jours¹.

Böhm-Bawerk constate, entre autres, que le nouvel argument selon lequel les taux de plus-value déterminent le taux d'intérêt

1. Voir Böhm-Bawerk, « Zum Abschluß des Marx'schen Systems », *Gesammelte Schriften*, vol. 2, p. 321-435.

seulement par l'intermédiaire de la concurrence entre les entrepreneurs, est en contradiction flagrante avec la théorie de la valeur-travail qui, dans le premier tome du *Capital*, avait été présentée comme une théorie s'appliquant immédiatement et sans exception dans chaque échange. Il observe également que le nouveau raisonnement de Marx ne vise plus le problème qui était à l'origine de la théorie – à savoir, l'explication des échanges concrets. Marx raisonne maintenant en termes d'agrégats. Il se transforme, comme on dirait aujourd'hui, de « micro-économiste » en « macro-économiste ». Mais le raisonnement macro-économique donne des réponses à des questions que personne n'avait soulevées. Le problème initial était de fournir une explication adéquate des phénomènes concrets, et Marx ne l'a pas résolu.

En somme, la théorie marxiste de l'intérêt a complètement abandonné son point de départ, la théorie de la valeur-travail, pour se mettre en accord avec les faits. Il n'est dès lors plus possible de la distinguer des théories classiques de ceux que Marx appelle les « économistes vulgaires ».

Böhm-Bawerk conclut par un examen approfondi de la source ultime de cet embarras : la théorie de la valeur-travail. Marx n'avait pas choisi de prouver *directement* que la valeur dérive du travail ; il a essayé de le prouver indirectement en soutenant qu'*aucun autre* trait de la réalité, sinon le travail, ne pouvait expliquer les prix de marché. Böhm-Bawerk déconstruit alors maintes erreurs logiques et substantielles impliquées par cette approche.

3. Le pouvoir impuissant face à la loi économique

Quelques mois avant sa mort, en août 1914, Böhm-Bawerk publia un autre travail célèbre dans lequel il s'attaquait à la doctrine interventionniste, fondement de l'idéologie de l'État omnipotent. Selon cette doctrine, déjà dominante à l'époque, les lois économiques ne sont pas aussi universelles que ne le croient leurs auteurs, les économistes. Il est vrai qu'il y a quelque chose comme des « catégories économiques » qui exercent une certaine influence sur la vie sociale. Mais cette influence est limitée par un grand nombre de facteurs qui peuvent convenablement être grou-

pés dans la classe des « catégories sociales » et qui incluent, par exemple, les interventions de l'État et les actions des organisations ouvrières. Ces catégories sociales revêtent une importance particulière dans la distribution des richesses nationales. Un grand nombre d'écrivains réclament que, dans ce domaine, le pouvoir organisé de l'État et des syndicats soit prépondérant. Les lois économiques n'y existent pas.

Böhm-Bawerk note que cette doctrine soulève un problème fondamental, celui de la politique économique rationnelle. Existe-t-il une science de la politique économique ? Les politiques économiques entraînent-elles certaines conséquences objectives, qui peuvent donc être analysées et prédites par la science ? Ou, au contraire, le pouvoir de celui qui « intervient » dans l'opération du marché, que ce soit un gouvernement ou un syndicat, atteint-il son but par nécessité, sans être gêné par les effets des lois économiques ?

Telle est la question que Böhm-Bawerk soulève dans son essai *Pouvoir ou loi économique* ? Il donne une réponse équivoque¹. Il dit que le pouvoir, loin de déranger l'efficacité des lois économiques, exerce son influence à travers elles. En particulier, le pouvoir ne peut pas changer les lois qui régissent la *distribution fonctionnelle* des revenus en société². La théorie économique reconnaît que cette distribution fonctionnelle dépend des conditions prévalant sur le marché ; elle distingue notamment les cas de la concurrence et du monopole. Par exemple, en concurrence bilatérale, le revenu marginal de chaque facteur de production ne peut excéder la valeur de son produit marginal ; et il ne peut tomber au-dessous du revenu que pourrait générer un emploi alternatif de ce facteur. Voilà des limites objectives qui déterminent alors les salaires, les intérêts et les rentes foncières. Böhm-Bawerk souligne que ces lois économiques de la distribution concernent uniquement la distribution *fonctionnelle* ; il admet que le pouvoir puisse modifier la distribution *personnelle* en transférant des droits de propriété.

1. Voir Böhm-Bawerk, « Macht oder ökonomisches Gesetz ? », *Gesammelte Schriften*, vol. 1, Vienne, Hölder-Pichler-Tempsky, 1926, p. 230-300.

2. Il reprend ici la distinction entre distribution personnelle et distribution fonctionnelle, proposée par l'économiste américain John Bates Clark, *Distribution of Wealth*, New York, Macmillan, 1899, p. 5 sq.

Il procède à la démonstration au cas par cas de sa thèse, reprenant l'exemple d'une négociation de salaire entre entrepreneurs et ouvriers. Il examine les effets de courte et de longue échéance ainsi que les effets d'organisations monopolistiques. Pour chaque cas examiné, il prouve l'existence de limites absolues à la distribution fonctionnelle. Rentrant dans le détail, il distingue six niveaux « fourches » des salaires et, pour chacun de ces niveaux, il prouve l'existence de forces repoussant les salaires à l'équilibre. A longue échéance, chaque salaire serait alors limité par la valeur de son produit marginal (limite supérieure de la fourche) ainsi que par le revenu que pourrait générer un emploi alternatif de ce facteur (limite inférieure).

Il s'ensuit que les interventions des pouvoirs étatiques ou privés ne sauraient en aucun cas s'imposer. Il y a toujours certaines limites absolues qui ne peuvent être transgressées. La détermination des revenus est encore bien plus contraignante quand on considère le long terme, auquel le pouvoir ne peut rien changer.

Il est patent que ces résultats étaient assez décevants pour les partisans de l'État omnipotent. Mais ils fournissaient un point de départ pour l'élève le plus important de Böhm-Bawerk, l'auteur dont nous devons parler maintenant.

IV - Ludwig von Mises

Ludwig von Mises est un des plus grands hommes de l'histoire de la pensée économique¹. Il a peut-être été le plus grand génie

1. Voir les informations biographiques dans Ludwig von Mises, *Erinnerungen*, Stuttgart, Gustav Fischer, 1978 ; Margit von Mises, *My Years With Ludwig von Mises*, 2^e éd., Cedar Falls (Iowa), Center for Futures Education, 1984. Parmi les introductions à la pensée de Mises, voir en particulier Murray Rothbard, *Ludwig von Mises : Scholar - Creator - Hero*, Auburn (Alabama), Mises Institute, 1982 ; Eamonn Butler, *Ludwig von Mises : Fountainhead of the Modern Microeconomics Revolution*, Aldershot, Gower, 1988 ; J. P. Gunning, *The New Subjectivist Revolution : An Elucidation and Extension of Ludwig von Mises's Contributions to Economic Theory*, Savage (Md.), Rowman & Littlefield, 1991 ; H.-H. Hoppe, « Ludwig von Mises und der Liberalismus », introd. à Mises, *Liberalismus*, 2^e éd., Sankt Augustin, Akademie, 1993, p. 7-38 ; A. H. Zlabinger, *Ludwig von Mises*, Sankt Augustin, Comdok, 1994 ; Israel Kirzner, *Ludwig von Mises*, Wil-

de la théorie économique au XX^e siècle. Aucun autre économiste, en tout cas, n'a élucidé mieux que lui les implications politiques de la théorie économique. Si certains libéraux de l'école autrichienne, dont F. A. Hayek, ont accusé l'étatisme d'être le fruit d'un rationalisme excessif, Mises lui a reproché de ne pas être suffisamment rationnel. Selon lui, l'État planificateur et dirigiste est inacceptable puisque basé sur des raisonnements erronés. La démesure des planificateurs n'est pas intellectuelle, mais morale : elle est, au fond, une « révolte contre la raison »¹.

1. Vie et œuvres

Né en 1881 à Lemberg, en Galicie orientale, issu d'une famille juive de négociants, de banquiers et d'ingénieurs, Ludwig von Mises passe sa vie jusqu'à l'âge de 53 ans à Vienne. Conseiller puis secrétaire de la Chambre de commerce de Vienne, il a un impact important sur la politique économique du pays entre 1909 et 1934. En mai 1918, donc encore sous la monarchie, il est nommé professeur associé à l'Université de Vienne (un poste non payé) où il assure des séminaires. Mais son activité pédagogique principale est centrée sur un séminaire privé qu'il dirige à la Chambre de commerce et qui réunit un nombre étonnant de jeunes penseurs destinés à devenir des vedettes des sciences sociales au XX^e siècle, tels F. A. Hayek, Fritz Machlup, Gottfried von Haberler, Oskar Morgenstern ou Alfred Schütz. En 1934, Mises accepte une chaire temporaire à l'Institut des hautes études internationales à Genève qui lui permet de se consacrer pleinement à la rédaction de son *magnum opus*. Six ans plus tard, devant l'avalanche de l'invasion nazie, il doit émigrer à New York, où il recommence sa vie à l'âge de 59 ans. Le séminaire qu'il tient à partir de 1945 à la New

mington Del., ISI Books, 2001. Presque tous les textes de Mises sont disponibles en anglais sur Internet ; voir www.mises.org. Un bon nombre d'entre eux sont également disponibles en français (dont certains en version originale !) ; voir <http://herve.dequengo.free.fr/index1.htm>.

1. Cette formule est empruntée au titre du chapitre III de l'ouvrage de Mises *L'action humaine*, Paris, PUF, 1985 [1949]. Voir à ce sujet J. T. Salerno, « Ludwig von Mises as a social rationalist », *Review of Austrian Economics*, vol. 4, 1990, p. 26-54.

York University devient le berceau d'une nouvelle école autrichienne – nettement misésienne – qui marquera le développement de l'économie autrichienne aux États-Unis jusqu'à aujourd'hui. Parmi ses élèves les plus importants, citons Hans Sennholz, Murray Rothbard, Israel Kirzner, George Reisman et Ralph Raico.

Quand Mises commence ses études, rien n'indique qu'il deviendra un jour un théoricien libéral célèbre. Vif d'esprit et doté d'une capacité de réflexion critique phénoménale, il participe au séminaire de Carl Grünberg, champion de l'école historique allemande¹. À l'âge de 21 ans, Mises publia son premier travail de recherche. Imprégnée d'une méthodologie historiciste et marqué par une orientation interventionniste, l'œuvre suscite un écho favorable dans la presse professionnelle. La carrière du jeune homme est faite. D'autres études suivront dans le même esprit ; les théories des économistes classiques ne l'intéressèrent guère.

Puis, vers Noël 1903, il a son chemin de Damas. Il lit les *Grundsätze* de Carl Menger et s'aperçoit immédiatement que, dans cette approche, il n'y a pas d'opposition entre théorie et expérience ; la théorie est elle-même descriptive de la réalité, Mises change alors complètement d'orientation méthodologique et politique, sans s'arrêter pour autant sur des idées figées. Il procède lentement. Ses travaux des années 1906-1915 témoignent encore de son héritage politique interventionniste. Dans la première édition de sa célèbre *Théorie de la monnaie et des moyens de circulation* (1912), il est loin de préconiser, comme il le fera ultérieurement, le laisser-faire en matière de monnaie et d'organisation bancaire. Mais il se radicalise face à un environnement social qui devient de plus en plus étatiste et socialiste. Tandis que la jeune génération libérale, autour de Röpke, Rueff et Hayek, penche vers le néolibéralisme, Mises, parfois au grand embarras de ces alliés, reste fidèle au précepte du laisser-faire, tout en lui donnant un nouveau fondement conceptuel. Au moment même où le socialisme communal des années 1920 triomphe dans la capitale autrichienne (la « Vienne rouge »), Mises développe une philosophie

1. Notons que ce même Grünberg établit, dans les années 1920, le fameux *Institut für Sozialforschung* à Francfort, bastion célèbre, jusqu'à nos jours, des penseurs marxistes de l'« École de Francfort ».

économique à la lumière de laquelle toute forme de socialisme et d'interventionnisme apparaît comme une révolte contre la raison. Quatre ouvrages marquent les étapes de sa pensée en cette période : *Nation, État et économie* (1919), *Socialisme* (1922), *Libéralisme* (1927) et *Critique de l'interventionnisme* (1929).

Aussi, quand Mises commence, vers la fin des années 1920, à s'intéresser aux questions épistémologiques, ce n'est pas par pure curiosité intellectuelle, mais parce que certains champions de l'étatisme ont rejeté l'argumentaire des économistes par une mise en question radicale de la scientificité de l'économie politique. Relevant le défi, Mises définit alors sa discipline comme un ensemble de théorèmes *a priori*, telles la logique ou les mathématiques. Le reste de sa vie sera largement consacré à la clarification de l'épistémologie des sciences sociales. Parmi les ouvrages s'inscrivant dans cet axe de recherches : *Problèmes fondamentaux de l'économie politique* (1933), *L'action humaine* (1949), *Théorie et histoire* (1957) et *Les fondements ultimes de la science économique* (1962).

Pour lui, les seules sciences sociales dignes de ce nom sont les sciences positives, celles qui analysent les relations causales entre faits vérifiables. Quelles sont ces sciences ? Il s'agit, d'une part, de l'histoire ; d'autre part, et surtout, de la praxéologie – la « logique de l'action humaine » – dont la partie la plus développée est l'économie politique. Mises rejette l'idée que le droit naturel a un fondement scientifique quelconque. À la limite, il admet la « théorie pure du droit positif » (*reine Rechtswissenschaft*) d'Hans Kelsen, son ami d'enfance. Il rejette également toute notion d'une science de la morale. À ses yeux, dans les domaines du droit, de la morale et de la religion, il est impossible d'établir des jugements de fait. Il y a seulement des « jugements de valeur » (à la Max Weber). Cela ne veut pas dire qu'il dédaigne le droit, la morale et la religion – bien au contraire. Mais la science n'a rien à en dire.

À la fin de sa vie, Mises se montre convaincu que la théorie économique est la science politique par excellence. Il considère que « le développement et l'application de cette branche du savoir a été l'événement le plus spectaculaire de l'histoire moderne »¹. On comprend pourquoi il s'y est investi sans relâche.

1. Mises, *The Ultimate Foundations of Economic Science*, Irvington-on-Hudson, Foundation for Economic Education, 2002 [1962], p. 3.

Il a affiné et généralisé un grand nombre de théorèmes ; découvert plusieurs lois fondamentales ; donné un nouveau fondement épistémologique à sa science. Surtout, il s'est livré à de longues et profondes méditations sur ses implications politiques, épistémologiques et culturelles. Sa passion était de parvenir à une vision globale de la condition humaine d'un point de vue strictement scientifique. Le résultat de ces efforts est *L'action humaine* (1949), un traité de plus de neuf cents pages qui, aujourd'hui, après un demi-siècle, demeure la colonne vertébrale de l'école autrichienne¹.

2. Un théoricien des migrations et des communautés linguistiques

L'expérience clé du jeune Mises est l'Empire austro-hongrois multiculturel et ses conflits, apparemment sans issue : multitude de nations et de religions, confrontations incessantes entre les partisans nationalistes, confrontations non moins aiguës entre les libéraux et les socialistes. À l'Assemblée nationale, les débats sont souvent interrompus par les sifflets des fanatiques nationalistes ! Peu étonnant, alors, que Mises ait perdu sa foi, s'il l'eut jamais, dans les normes objectives du droit et de la religion. L'un de ses arguments classiques : « On ne se mettra jamais d'accord sur ces bases-là. » D'où l'importance de la science, qui traite des faits incontournables et établit des bases communes pour la délibération politique.

Après la Grande Guerre, Mises analyse les causes de l'implosion de l'Empire. Il cherche à comprendre les racines des confrontations qui ont amené la catastrophe, à savoir les mélanges entre groupes nationaux et les conflits entre ces groupes. Il présente ses réflexions dans *Nation, État et économie* (1919)².

1. Voir J. M. Herbener et al., « Introduction to the scholar's edition », in Mises, *Human Action*, Auburn (Alabama), Mises Institute, 1998, p. v-xxiv ; J. T. Salerno, « The place of human action in the development of modern economic thought », *Quarterly Journal of Austrian Economics*, vol. 2, n° 1, 1999, p. 35-65.

2. Voir Mises, *Nation, Staat und Wirtschaft*, Vienne, Manz, 1919. Il reprend le même sujet vingt-cinq ans plus tard dans un ouvrage brillant et systématique : *Le gouvernement omnipotent – de l'État totalitaire à la Guerre Mondiale*, Paris, Librairie de Médicis, 1947 [1944].

Ce livre contient notamment une brillante théorie des communautés linguistiques – les nations. Mises poursuit ici le projet mengérien : expliquer les ensembles sociaux du point de vue de l'individualisme méthodologique. Les communautés linguistiques apparaissent alors comme des organismes vivants qui naissent, se transforment et meurent. Le moteur de cette dynamique est l'individu, qui choisit l'appartenance à telle ou telle communauté.

Puis Mises défend une thèse historique, à savoir que les impérialismes allemand et autrichien ont été la cause initiale des confrontations nationalistes en Allemagne et surtout en Autriche. Mais pourquoi ces impérialismes ? Parce qu'après les révoltes de 1848, les libéraux allemands se sont aperçu que le programme de souveraineté populaire, programme qu'ils avaient simplement copié du libéralisme atlantique, aurait fait de leurs compatriotes orientaux des minorités politiques. Traditionnellement, les germanophones, en Europe de l'Est, vivaient entourés de majorités appartenant à d'autres nations. Pour ne pas les abandonner, les libéraux allemands et autrichiens se sont alors tournés contre le principe de souveraineté nationale.

Finalement, Mises propose une solution. Le problème, dit-il, n'est pas à proprement parler la souveraineté nationale, mais le rôle de l'État. Dans un régime libéral, l'État n'est presque pas présent. Il ne saurait donc être instrumentalisé par la nation majoritaire et au détriment des nations minoritaires. En revanche, si et dans la mesure où l'État devient de plus en plus omniprésent, des abus de ce type ne peuvent que se multiplier et se renforcer. Donc, pour réduire les conflits entre nations, il faut d'abord diminuer le rôle de l'État dans la vie sociale.

3. Critique du socialisme

Mises présente sa fameuse critique du socialisme d'abord dans un article, paru en 1920, sur le problème du « calcul économique en régime socialiste »¹. Il constate que le calcul économique, tel

1. Voir Mises, « Die Wirtschaftsrechnung im sozialistischen Gemeinwesen », *Archiv für Sozialwissenschaften und Sozialpolitik*, vol. 47 (1920). Un extrait a été publié en français ; voir Pierre Manent (dir.), *Les libéraux*, vol. 2, Paris, Hachette, 1986, p. 304.

que nous le connaissons, est basé sur les prix de marché. Mais un prix de marché n'existe que quand il y a du moins deux propriétaires. Or, en régime socialiste, il y a, par définition, un seul propriétaire de tous les facteurs de production, à savoir la société entière, représentée par le comité de planification. Donc, il ne peut pas y avoir de prix pour les facteurs de production et, par conséquent, les sociétés socialistes sont privées de l'outil de rationalité économique par excellence.

Deux ans plus tard, Mises élabore et généralise sa critique dans une monographie sur *Le socialisme*¹. Il s'agit d'un traité sur le socialisme – et bien plus encore. Mises s'y livre à un bon nombre de considérations très originales, par exemple sur la propriété et le libéralisme, l'économie politique des rapports entre hommes et femmes, la théorie de la démocratie, la théorie du monopole, la théorie de la division du travail, l'aléa moral (la seconde *Némésis* du socialisme) et le rapport entre christianisme et libéralisme. L'ouvrage, certainement le plus brillant de ses écrits, fait sensation. Il inspire toute une génération de jeunes intellectuels (Röpke, Hayek, Voegelin, Robbins et d'autres) et les convainc de se détourner de leurs idéaux socialistes. Donnons une idée de cet ouvrage à travers l'examen de deux passages importants.

Selon un argument standard des socialistes, leur régime préféré de la propriété « commune » serait préférable à celui de la propriété privée pour la simple raison que cette dernière « prive » la grande majorité de la population des bienfaits des moyens de production. Selon Mises, cette thèse est matériellement incorrecte puisqu'elle est contredite par la finalité même d'une économie basée sur la division du travail :

« Les buts de l'économie exigent [...] que la possession des biens de production qui interviennent dans le processus de la division du travail ait toujours un double caractère : un caractère physique immédiat et un caractère social médiat. D'un côté, le bien appartient à celui qui le détient et l'exploite matériellement. D'un autre côté, il appartient à

395. Dix-huit ans plus tard, Mises publie, en français, une mise au point de sa théorie en la distinguant de celle développée par Hayek ; voir Mises, « Les équations de l'économie mathématique et le problème du calcul économique dans un État socialiste », *Revue d'économie politique*, vol. 97, n° 6 (1938), p. 899-906.

1. Voir Mises, *Die Gemeinwirtschaft*, Iéna, Fischer, 1922 ; trad. franç. *Le socialisme*, Paris, Librairie de Médecis, 1938.

celui qui, sans en avoir la disposition matérielle ou juridique, est en mesure d'utiliser les produits ou les services de ce bien par voie d'échange ou d'achat. En ce sens, dans la société fondée sur la division du travail, la propriété naturelle des biens de production est partagée entre le producteur et ceux aux besoins desquels est destinée sa production. L'agriculteur qui se suffit à lui-même et demeure en dehors du cycle des échanges sociaux peut appeler siens son champ, sa charue, ses bœufs en ce sens qu'ils ne servent qu'à lui. L'agriculteur dont l'entreprise s'insère dans le cycle des échanges, qui produit pour le marché et y effectue ses achats, est dans un autre sens propriétaire des moyens de production dont il se sert. Il n'est pas maître de la production dans le même sens que le paysan autarcique. Il ne règle pas lui-même sa production : ce sont ceux pour qui il travaille, les consommateurs, qui le font. Dans ce système ce ne sont pas les producteurs mais les consommateurs qui assignent ses buts à l'économie. »¹

Et Mises d'insister sur le fait que, de par la nature de la chose, il n'y a pas, dans un sens matériel, exclusivité de la propriété en régime capitaliste :

« Pour boire du café, je n'ai pas besoin de posséder une plantation au Brésil, un vapeur et une brûlerie, encore que tous ces moyens de productions soient indispensables pour qu'une tasse de café arrive sur ma table. Il suffit que d'autres possèdent ces moyens de production et les emploient à mon intention. Dans une société fondée sur la division du travail, personne n'a la propriété exclusive des moyens de production, aussi bien des moyens matériels que des moyens humains, c'est-à-dire du travail. [...] Si [...] l'on ne veut pas parler ici d'un partage de la propriété entre les propriétaires des moyens de production et les consommateurs, on devra plutôt attribuer la propriété tout entière au sens naturel aux consommateurs et ne voir dans les entrepreneurs que les gérants du bien d'autrui. »²

Dans un chapitre ultérieur, Mises s'attaque au rapport entre démocratie, libéralisme et socialisme. Selon lui, tandis que le lien entre socialisme et démocratie est tout à fait accidentel, du point de vue d'un libéralisme utilitariste, il existe un lien nécessaire entre libéralisme et démocratie. En effet, Mises considère que cette dernière est la forme d'État la plus rationnelle dans la mesure où elle excelle dans la préservation de la paix intérieure.

1. Mises, *Le socialisme*, op. cit., p. 41 sq.

2. *Ibid.*, p. 42 sq.

Elle est donc dans l'intérêt matériel de la grande majorité de la population :

« Sa fonction est d'établir la paix et d'éviter tous les bouleversements violents. [...] Dans les États non démocratiques, un changement de personnes ou de système dans le gouvernement ne peut s'opérer que par la violence. [...] Mais tout bouleversement coûte du sang et de l'argent. Des victimes tombent et la marche de l'économie nationale est interrompue par des destructions. [...] La démocratie garantit l'accord de la volonté de l'État, s'exprimant par les organismes d'État, et de la volonté de la majorité, parce qu'elle place les organismes de l'État dans la dépendance juridique de la majorité du moment. »¹

4. Critique de l'interventionnisme

Après la publication de son traité sur le socialisme, Mises se tourne vers une analyse approfondie de l'interventionnisme. Celui-ci laisse en place, nominalement, un régime de droits de propriété privés, tout en cherchant à modérer les prétendus excès du capitalisme par un dirigisme sur mesure. Une intervention est donc

« un ordre *ad hoc* par une autorité sociale contraignant les propriétaires des moyens de production et les entrepreneurs à employer leurs moyens autrement qu'ils l'auraient fait en l'absence de cet ordre »².

L'exemple par excellence serait un contrôle des prix : l'État fixe un prix au-dessus duquel (ou au-dessous duquel) il est interdit de vendre et d'acheter.

Selon Mises, l'interventionnisme est un système économique absurde, bien pire encore que le socialisme. Il appuie ce verdict par deux thèses. Premièrement, les interventions sont contre-productives du point de vue même des fins visées par leurs auteurs. Par exemple, un prix minimum établi pour protéger les

1. *Ibid.*, p. 80 sq. Cet argument est de nos jours souvent attribué à Karl Popper, *The Open Society and Its Enemies*, vol. I, Londres, Routledge, 1945, chap. 7. Mais il est très probable que Popper ait basé sa réflexion sur celle de Mises. Ce dernier renvoie par ailleurs à Marsile de Padoue et souligne que le titre de l'ouvrage de Marsile (*Defensor Pacis*) est significatif.

2. Mises, *Kritik des Interventionismus*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1976 [1929], p. 6.

vendeurs (tel qu'un salaire minimal sur le marché du travail) ne bénéficie nullement à ces derniers, puisque les acheteurs vont quitter en masse le marché régulé. Donc l'intervention produit exactement l'opposé de ce qu'elle a été censée produire. Elle est dépourvue de sens, même du point de vue de ceux qui l'ont recommandée. L'interventionnisme ne fonctionne pas, parce qu'il établit un régime de copropriété forcée dans lequel les partenaires involontaires du gouvernement utilisent leur marge de manœuvre pour échapper à la réglementation. L'interventionnisme échoue donc par principe. Mises voit là la raison d'être d'une « mécanique infernale » : puisque les interventions, loin de résoudre les problèmes en question, en créent d'autres, l'État est tenté de « réparer » l'échec d'une première intervention par des interventions supplémentaires. Lors de la Grande Guerre, Mises a eu l'occasion d'étudier cette dynamique de près et d'y trouver, ultérieurement, une confirmation de sa théorie :

« D'abord des contrôles de prix, puis des ventes forcées, puis un rationnement, puis une régulation de la production et de la distribution et, en définitive, des tentatives d'instituer une planification centrale de tout le processus de production et distribution. »¹

Dans les années 1920, Mises applique ces principes également au domaine de la monnaie. Il commence à se prononcer en faveur de la liberté bancaire et monétaire, entre autres, en soulignant la dimension *politique* de la création monétaire artificielle telle qu'elle a été (et est d'ailleurs toujours) promue par les États. Et Mises d'insister sur le fait que cette inflation de la masse monétaire n'a aucune rationalité économique. Son seul et véritable objectif est d'alimenter le trésor de l'État en toute obscurité. Elle permet à l'État de contourner les augmentations d'impôt qui, elles, risquent de faire monter la résistance des citoyens. L'on crée simplement *ex nihilo* les billets ou la monnaie scripturale, on les octroie à l'État par voie de crédit public, et on met ainsi l'État en position d'acheter tout ce dont il a besoin, si nécessaire, en enchérissant sur les marchés. L'État obtient donc par la création monétaire une plus grande part des ressources sociales, tout comme il l'aurait obtenue par une hausse des impôts – mais sans

1. *Ibid.*, p. 131.

qu'on en parle et sans qu'on lui résiste. Mises signale que cette pratique, aussi avantageuse qu'elle puisse être pour les autorités, est foncièrement antidémocratique. L'inflation fiscale est un véritable scandale. Elle transforme l'État en un tyran qui s'arroge des fonds que les citoyens ne lui ont pas consentis¹.

5. Un manifeste libéral

Dans son *Libéralisme* (1927), Mises fournit un manifeste concis du programme politique libéral tel qu'il ressort de ses travaux antérieurs. Son idée de base est que la division du travail est plus productive que les efforts non coordonnés. Il est donc de l'intérêt de chaque individu de s'allier à d'autres hommes. Mais la question est de savoir quelle est la manière la plus efficace d'organiser ces alliances. Trois alternatives, et seulement trois, se présentent. La première est le système capitaliste, basé sur la propriété privée. C'est un système qui fonctionne, bien qu'il ne soit pas parfait à tous les points de vue esthétiques ou moraux. La deuxième alternative est le socialisme. Or celui-ci ne peut être que moins efficace que le capitalisme, en raison du problème du calcul économique. Reste une troisième alternative logique : l'interventionnisme. Mais l'analyse économique montre encore que c'est là l'organisation la plus inefficace de toutes. Conclusion : le capitalisme seul est justifiable d'un point de vue scientifique.

Mises souligne que ce raisonnement heurte le schéma classique selon lequel individualisme et collectivisme s'opposent. Il admet, pour sa part, la thèse de ceux qui considèrent que la vie collective est indispensable pour le plein développement des facultés individuelles. Mais cela ne plaide nullement pour le collectivisme, bien au contraire. Dès lors que le capitalisme est l'organisation de la vie collective la plus efficace, il est absurde de l'attaquer d'un point de vue collectiviste.

1. Mises, « Die geldtheoretische Seite des Stabilisierungsproblems », *Schriften des Vereins für Sozialpolitik*, vol. 164/II, Munich, Duncker & Humblot, 1923, p. 32. Voir également Mises, *Theory of Money and Credit*, Indianapolis, Liberty Fund, 1980, p. 468.

Ce manifeste est remarquable encore pour son attaque contre John Stuart Mill, le saint patron du libéralisme traditionnel. Déjà, dans *Le socialisme*, Mises avait critiqué l'analyse millienne des salaires et souligné que ses erreurs conceptuelles ont amené Mill à être trop généreux envers les critiques socialistes de l'économie de marché¹. Dans *Libéralisme*, Mises avertit ses lecteurs qu'ils doivent étudier Mill avec circonspection :

« John Stuart Mill est un épigone du libéralisme classique et, notamment dans ses dernières années, sous l'influence de sa femme, il consent des compromis d'une grande faiblesse. Il glisse doucement vers le socialisme et il est à l'origine de la confusion des idées libérales et socialistes qui ont conduit au déclin du libéralisme anglais et aux atteintes au niveau de vie du peuple anglais. Malgré cela, ou peut-être à cause de cela, on doit prendre connaissance des principaux écrits de Mill. »²

6. Un manuel de la science de la liberté

Dans *L'action humaine*, Mises présente une formidable synthèse de ses travaux antérieurs. En plus, et surtout, il explique pour la première fois en détail le fonctionnement du système capitaliste. Il discute les problèmes méthodologiques et épistémologiques de la théorie économique et il conclut par une grande réflexion sur la signification culturelle de cette science.

L'argumentaire de base est dans la continuité des ses travaux des années 1920. Le problème économique fondamental est d'utiliser les ressources aussi efficacement que possible. À cet égard, le capitalisme n'est pas parfait, mais c'est le seul système qui demeure après qu'on a éliminé les alternatives qui pouvaient lui être logiquement opposées. Le socialisme fait naufrage sur le rocher du calcul économique ; et les diverses « troisièmes voies » interventionnistes sont, d'un point de vue économique, absurdes.

Depuis le temps des économistes classiques, cette thèse n'avait pas été soutenue de manière systématique. *L'action humaine* est, en effet, pour notre temps, ce que la *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* a été pour les XVIII^e et XIX^e siècles : un manuel

1. Mises, *Le socialisme*, op. cit., p. 203-207.

2. Mises, *Liberalism*, Irvington-on-Hudson, Foundation for Economic Education, 1985 [1927], p. 195.

de la science de la liberté, un traité des fondements scientifiques sous-jacents au libéralisme politique. De même que le manuel d'Adam Smith se basait sur une connaissance synthétique du savoir économique de son temps, *L'action humaine* fait le point sur la théorie économique moderne, basée sur la valeur subjective. Mises montre en particulier que la théorie générale de la valeur subjective trouve son complément dans une théorie générale du calcul économique¹. L'idée centrale de cette dernière est que la rationalité économique est logiquement et historiquement contingente. Contrairement à ce qu'ont pensé quasiment tous les économistes depuis Adam Smith, le calcul monétaire n'est pas juste une forme d'un calcul économique qui, en principe, pourrait se faire sous de nombreuses autres formes ; c'est le calcul économique tout court.

Il s'ensuit que la civilisation humaine est le fruit fragile de certaines conditions culturelles qui sont nécessaires à l'emploi de la monnaie et du calcul économique. En première ligne parmi ces conditions : l'apprentissage, le développement et la diffusion des enseignements de l'économie. « C'est, à notre époque, le devoir civique primordial. »² Mises avertit ses lecteurs que l'affaire est trop importante pour la confier aux seules autorités politiques :

« L'économie ne doit pas être reléguée dans les salles de classe et les organismes de statistiques, et elle ne doit pas non plus être laissée à des cercles ésotériques. C'est la philosophie de la vie humaine et de l'agir humain, et elle concerne tout le monde et toutes choses. Elle est la moelle de la civilisation et de l'existence humaine des individus. »

Et il conclut son *magnum opus* sur le même ton :

« Le corps des connaissances économiques est un élément essentiel dans la structure de la civilisation humaine ; il est le fondement sur lequel ont été édifiés l'industrialisme moderne et tous les progrès moraux, intellectuels, technologiques et thérapeutiques des derniers siècles. Il incombe aux hommes de faire un emploi correct du riche trésor que ce savoir leur procure, ou de le laisser inutilisé. Mais s'ils manquent d'en tirer le meilleur parti, s'ils méconnaissent ses enseignements et ses avertissements, ce n'est pas la science économique qu'ils annuleront ; c'est la société et le genre humain qu'ils fouleront aux pieds. »³

1. Voir à ce sujet J. G. Hülsmann, « From value theory to praxeology », introduction à Mises, *Epistemological Problems of Economics*, 3^e éd., Auburn (Alabama), Mises Institute, 2003.

2. Mises, *L'action humaine*, op. cit., p. 926.

3. *Ibid.*, p. 932.